

# Artur Mas gagnant et perdant

ESPAGNE La gauche radicale indépendantiste catalane récusé le leader régional sortant

► Les responsables de la coalition « Ensemble pour le oui », victorieuse dimanche en Catalogne, annoncent la mise en route du processus vers l'indépendance.

► Mais les indépendantistes ne parlent pas tous d'une même voix.

► Le président du gouvernement catalan depuis 2010 pourrait en faire les frais

MADRID

DE NOTRE CORRESPONDANT

**E**t maintenant, on fait quoi ? La question n'a pas manqué d'être formulée lundi en Espagne, au lendemain d'un vote en Catalogne qui a secoué les fondations de l'édifice national pourtant construit récemment, lors d'une transition démocratique – souvent décrite comme exemplaire – à la fin des années 70. Le modèle institutionnel espagnol apparaît aujourd'hui plus affaibli que la semaine dernière.

**« Le gouvernement espagnol fera tout pour veiller au respect de la loi »**

LE PREMIER MINISTRE MARIANO RAJOY

Tout simplement parce que le *Parlament*, l'assemblée de la région la plus riche du pays, qui représente 20 % du produit intérieur brut (PIB) espagnol, sera

occupée par une majorité absolue de sécessionnistes. Septante-deux des 135 députés élus dimanche lors des élections régionales souhaitent l'indépendance.

« Nous avons obtenu une majorité claire, qui nous permet d'initier le processus de manière légitime », s'est enthousiasmé Raul Romeva, tête de liste de la coalition indépendantiste « Ensemble pour le oui » qui a obtenu 62 députés, auxquels il faut ajouter les dix sièges de la CUP, la Candidature d'unité populaire, formation de la gauche radicale, elle aussi sécessionniste. Légitimité : un mot qui est revenu régulièrement dans la bouche des responsables indépendantistes. Car s'ils seront effectivement majoritaires dans l'hémicycle, le détail des votes montre qu'ils n'ont remporté que 48 % des suffrages, contre 52 % pour les listes non indépendantistes.

A l'heure des analyses post-électorales, pas question pour les responsables d'« Ensemble pour le oui » de s'attarder sur ces pourcentages, conséquences d'un système électoral régional qui favorise les zones rurales au détriment des grandes villes. « Si quelqu'un voulait compter les oui et les non de manière claire, expliquait Romeva, il fallait nous laisser organiser un référendum. Maintenant, nous allons appliquer le mandat qui nous a été donné par les citoyens. »

A Madrid, on n'est évidemment pas de cet avis. Silencieux dimanche soir, le Premier ministre Mariano Rajoy est interve-

nu lundi à la mi-journée pour redire que ces élections en Catalogne n'étaient que « des élections régionales, que certains ont voulu transformer en plébiscite, ce qui est illégal ». Avant d'ajouter : « Quand bien même c'eût été un scrutin plébiscitaire, les partisans de la rupture n'ont pas obtenu l'appui des Catalans. » Pour Rajoy, les indépendantistes ont perdu, et le futur gouvernement régional « devra gouverner selon les compétences que lui attribuent la Constitution espagnole et le statut d'autonomie catalan ». Dans le cas contraire, « le gouvernement espagnol fera tout pour veiller au respect de la loi », a expliqué le chef de l'exécutif conservateur, qui s'est dit prêt à dialoguer avec les futurs dirigeants catalans, sauf s'ils remettent en cause « l'unité et la souveraineté nationale ».

Si Rajoy n'a pas varié sa ligne de conduite face aux indépendantistes catalans, il ressort affaibli du scrutin de dimanche. Sa formation, le Parti populaire (PP), a perdu huit députés par rapport aux dernières élections régionales catalanes – 11 contre 19 en 2012 – et elle a surtout vu l'émergence de Ciudadanos, une force de centre-droit qui est passée de 9 à 24 sièges au *Parlament*. A trois mois des élections législatives prévues en décembre, le parti dirigé par le jeune Albert Rivera s'impose comme un rival de poids pour un PP en perte de vitesse.

Paradoxalement, l'autre grand

perdant de ce scrutin pourrait s'appeler... Artur Mas. Artisan de l'indépendance, le président du gouvernement catalan depuis 2010 est en train de se convertir en problème. Les « anticapitalistes » de la CUP, dont le soutien est essentiel pour assurer une majorité absolue des indépendantistes, ne veulent pas de lui comme futur président du gouvernement régional. Celui-ci « ne peut pas être quelqu'un qu'on puisse assimiler aux coupes budgétaires et aux privatisations », a expliqué la tête de liste de la CUP aux élections, Antonio Baños, pour qui « personne n'est indispensable ». Alors que le statu quo semble toujours être d'actualité entre Madrid et Barcelone, les premières fissures pourraient vite apparaître au sein des indépendantistes catalans. ■

GUILLAUME BONTOUX

## Belgique L'esprit catalan souffle sur Anvers

ANAL

Lorsque Bart De Wever, réagissant à la victoire des indépendantistes catalans, y voit « un signal clair qui ne peut pas être ignoré » en vue d'« une Catalogne souveraine », on peut raisonnablement estimer qu'il pensait très fort à la Flandre. Du reste, son compère ministre-président, Geert Bourgeois, se réjouit, lui, « de pouvoir renforcer les relations entre la Flandre et la Catalogne au cours des prochaines années »...

D'avantage que le référendum en Ecosse, fin 2014, le succès des indépendantistes en Catalogne « parle », lui, aux nationalistes flamands. Interviewé par *Le Vif*, Bart Maddens, politologue à la KULeuven, compagnon de route des autonomistes au nord, avait expliqué en résumé : « L'Ecosse ressemble beaucoup plus à la Wallonie située à gauche sur l'échiquier politique, qui doit se battre contre une autre région plus à droite »... Avec la Catalogne, en plus du regain d'optimisme après la douche écossaise (le non l'avait emporté de peu), on a droit à un schéma inversé, plus conforme au paysage politique général dans lequel évolue la N-VA. De quoi redonner du jus à nos nationalistes à nous, l'envie d'en découdre. Partant, de quoi réalimenter les spéculations sur leur stratégie au bout d'une législature « suédoise » vouée au socio-économique où – thèse numéro 1, majoritaire – ils exercent loyalement leurs responsabilités ministérielles ou bien – thèse numéro 2, celle de l'opposition – ils s'ingénient à affaiblir l'Etat fédéral de l'intérieur.

Quoi qu'il en soit, cette « stratégie », quelle sera-t-elle ? Si l'option indépendantiste, qui reste le but de la N-VA, semble difficilement praticable à court terme (sauf radicalisation au nord, par exemple sous l'effet d'un Vlaams Belang revigoré), la confédéraliste, elle, Eric Defoort l'a réaffirmé lundi après-midi à la

RTBF, est dans les cartons : on pense à l'activation, sous la pression au nord, d'une négociation hyper-communautaire où il s'agirait de s'entendre prioritairement sur les compétences attribuées aux Régions et Communautés, en réservant le solde, une misère, au fédéral. Une maxi-septième réforme de l'Etat qui briserait le modèle belgo-belge – ce qu'il en reste. Spéculation, on l'a dit. Mais il est permis de penser que l'esprit catalan souffle sur Anvers, et le plat pays.

### Et le régionalisme... bruxellois ?

Souffle-t-il au sud ? Laisse-t-il insensible des régionalistes wallons qui ont vu leurs projets largement réalisés (les Régions existent, elles ont hérité de lourdes compétences), mais qui restent orphelins, malgré tout, d'une Wallonie qui n'a ni l'enseignement ni la culture dans ses attributions, ce qui l'empêche(r) de se réaliser identitairement, donc de se réaliser tout court ? Circulez ! Mis à part le fait que, sous l'hypothétique menace d'un clash communautaire au fédéral, la tendance lourde au sud du pays, actuellement, est de préserver les liens entre francophones de Wallonie et de Bruxelles (à travers la Communauté française : *Le Soir* de samedi), les régionalistes-fédéralistes wallons, nous rappelle-t-on opportunément, ne furent jamais indépendantistes (pensez à André Renard), à l'exception de militants isolés ou visionnaires – l'histoire tranchera – qui, du reste, sont plus rattachistes qu'indépendantistes.

En fait, l'esprit catalan pourrait souffler davantage à... Bruxelles, côté francophone pourquoi pas, c'est moins clair pour les Flamands, qui est le théâtre depuis peu (le district, la ville européenne...) d'un engouement régionaliste quasi autonomiste, voire, dira-t-on avec une dose de provocation, quasi catalan. ■

DAVID COPPI